

ONE FOREST SUMMIT

faits-dj.union@sonapresse.com

De nombreux avantages économiques à l'horizon

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

Le sommet sur les forêts qu'abrite le Gabon sera une nouvelle occasion pour notre pays d'en tirer des avantages économiques. Outre la vente de ses crédits carbone ou encore de la reconversion de sa dette, le "One Forest Summit" se donne pour objectif de déboucher sur de nouveaux engagements et des initiatives concrètes de la part des parties prenantes.

Un moyen pour le pays hôte de vanter son attractivité environnementale. En effet, après avoir vu la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) lui valider et certifier ses 187 104 289 tonnes de crédits REDD + de la période 2010-2018, le Gabon pourrait profiter de cette plateforme pour procéder à leur commercialisation. De plus, grâce au leadership d'Ali Bongo Ondimba, le pays peut désormais tirer une partie de ses ressources de la protection de la forêt. Dans cette optique, ce sommet sera l'occasion pour



Photo: DR

les entreprises du secteur privé d'investir dans les projets aux fins de développement durable. Notamment les filières bois, café, caoutchouc et autres.

En clair, le "One Forest Summit" se présente comme une opportunité en or pour notre pays de montrer aux yeux du monde son rôle, important, dans la préservation de l'environnement et de la biodiversité. Au reste, pour ses efforts en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, le Gabon reçoit un financement de 150 millions de dollars américains (96 milliards

de FCFA) de la part de la Norvège grâce au Fonds CAFI qui s'étale sur 10 ans et dont le premier versement de 17 millions de dollars (environ 9,3 milliards de FCFA) a été effectif en 2021.

Très engagée dans la lutte contre les changements climatiques, Libreville a mis en place de nombreux projets favorisant des investissements étrangers. C'est notamment le cas des zones agricoles à forte productivité (ZAP), qui font l'objet d'une grande attractivité. Ces efforts doivent être soutenus par la signature de partenariat entre États, afin d'investir dans les territoires forestiers.

Quelles retombées pour les populations ?

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

Les populations riveraines des écosystèmes forestiers du Gabon et d'Afrique centrale ont certainement le regard tourné vers le "One Forest Summit" que Libreville abrite depuis ce matin. Elles attendent des solutions concrètes qui, non seulement devraient renforcer les politiques environnementales, mais aussi leur garantir une vie quotidienne à peu près confortable.

Évidemment, l'on ne peut parler de préservation de l'environnement sans impliquer les premiers concernés. Ces derniers doivent participer, comme ils le peuvent, à la protection de leur milieu de vie. Mais la réalité est encore tout autre. D'autant plus que le conflit homme-faune fait l'actualité dans plusieurs localités. Il semble que



Photo: L'RA/L'Union

tant que ce phénomène persistera, il laissera les riverains des forêts croire qu'ils sont oubliés. "Il y a des pays où des populations vivent à l'intérieur des parcs nationaux, mais qui crouissent dans la misère. Pourtant, on leur dit que leur parc national représente une richesse inestimable. Ces riverains se demandent alors comment sommes-nous assis sur une richesse et nous sommes pauvres ?", relaie l'honorable Jean-Jacques Zam du Réseau des

parlementaires pour la gestion durable des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale.

Pour que les populations ressentent réellement l'intérêt de la préservation de l'écosystème forestier, il faut que les décideurs du monde leur octroient une subvention qui garantirait le développement écologique et durable de leur localité à travers la construction d'équipements divers. Une aide qui aboutirait à des formations qualifiantes et à la création d'emplois. Cela permettrait aux populations de ressentir l'intérêt de participer à la préservation de l'écosystème. "Nous attendons des solutions concrètes pour concilier la protection des forêts avec le développement économique des villages", espère Kevin Makaya, un expert en environnement souvent au contact des habitants vivant autour des concessions forestières.

PROGRAMME JEUDI 2 MARS (PALAIS PRÉSIDENTIEL)

13H30-14H30 : ARRIVÉE DES DÉLÉGATIONS

15H00-15H30 : CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT

- Mots d'introduction par la modératrice, Ms. Asha Sumpth.
- Diffusion d'une vidéo : " Les sentinelles de la forêt "
- Propos introductif du Président de la République gabonaise
- Propos introductif du Président de la République française

15H30-16H30 : ONE FOREST VISION : UN DIALOGUE AVEC LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE

Ce premier temps d'échange permettra d'aborder les enjeux liés à la coopération scientifique entre les trois bassins forestiers et de présenter aux Leaders un projet aspirationnel, " One Forest Vision ", portant sur la recherche de nouvelles connaissances à l'échelle des réserves les plus vitales de carbone et de biodiversité.

Keynote - Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO Présentation du projet " One Forest Vision " par :

- Simon Lewis, Professeur de science du changement global à l'University College de Londres
- Chalapan Kalawin, Doyen de l'école des sciences naturelles et physiques de l'université de Papouasie-Nouvelle-Guinée
- Jean-Christophe Bokika, Président de Mbou-Mon-Tour (MMT), ONG congolaise spécialiste de la protection des bonobos
- Salomé Buchaki, Professeure à Oxford et membre du One Health High-Level Expert Panel.

Questions et réponses avec les Chefs d'Etat et de gouvernement.

16H30-16H45 : KEYNOTES SUR LA PROTECTION DES FORÊTS TROPICALES

- Tamarah Moutotekema Boussamba, représentante du One Forest Youth Summit – quelles sont les propositions de la jeunesse africaine pour mieux protéger les forêts ?
- Hindou Oumarou Ibrahim, militante tchadienne, membre de l'IFFCC.

16H45-17H00 : PAUSE

17H00-17H45 : EXISTE-T-IL UN MODÈLE BUSINESS POUR PROTÉGER LA FORÊT ?

Ce second temps d'échange permettra de démontrer que pour protéger la forêt, il ne faut pas la mettre sous cloche, mais mieux l'exploiter, en organisant la transition des modèles de production dans les pays forestiers vers la bioéconomie, axée sur la transformation locale, la traçabilité des produits, et la rémunération des populations.

Intervenants :

- Marc Palahi, Directeur de l'European Forest Institute
- Gagan Gupta, Président d'ARIZE, promoteur des zones franches en Afrique-Violette Combe, Directrice des opérations de Veja
- Wanjira Mathai, Directrice régionale Afrique de WRI

Questions et réponses avec les Chefs d'Etat et de gouvernement.

17H45-18H30 : COMMENT S'ACCORDER SUR UN MÉCANISME DE RÉMUNÉRATION DES

SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES RENDUS PAR LES FORÊTS ?

Ce troisième temps d'échange permettra de démontrer qu'il existe potentiellement un " deuxième dividende " pour les pays forestiers qui cherchent à protéger leurs forêts, via des mécanismes de rémunération innovants des services écosystémiques des forêts : l'objectif sera notamment de mieux caractériser et de faire grandir le segment du marché du crédit carbone à forte valeur économique et à grande intégrité environnementale, mais aussi de donner suite à l'initiative " Positive Conservation Partnerships " (PCPs) lancée à la COP27 sur le financement de la conservation des réserves vitales de carbone et de biodiversité, y compris des produits innovants de type " certificats biodiversité ".

Intervenants :

- Philippe Zaouati, Directeur Général du fonds d'investissement Mirova
- Carlos Manuel Rodriguez, Directeur général du FEM
- M. Sanjayan, CEO de Conservation international
- Razan Al Mubarak, Présidente de l'UICN et championne du climat de haut niveau pour la présidence de la COP 28

Questions et réponses avec les Chefs d'Etat et de gouvernement Keynote - Lionel Zinsou, Co-président, Southbridge

18H45-19H15 : CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

- Discours de clôture du Président de la République française, M. Emmanuel Macron
- Discours de clôture du Président de la République gabonaise, M. Ali Bongo Ondimba

Soirée : Cocktail dinatoire avec les chefs d'Etat et de gouvernement.